



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 24 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TTM ENVIRONNEMENT

297 Chemin de l'Ecluse
ZI Pré à Varois
54670 CUSTINES

Référence : AN/NW/379_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT implanté 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 CUSTINES. L'inspection a été annoncée le 23/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM ENVIRONNEMENT
- 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 CUSTINES
- Code AIOT dans GUN : 0006200137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société TTM Environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié à exploiter sur la commune de Custines des installations de transit et traitement de déchets non dangereux de métaux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets non dangereux non inertes, ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des eaux
- Prévention de la pollution des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rejets aqueux	AP Complémentaire du 29/08/2013, article 3 - point 7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Contrôle rejets eaux pluviales	AP Complémentaire du 29/08/2013, article 3 - point 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage des déchets	AP Complémentaire du 29/08/2013, article 4 - point 9.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	AP Complémentaire du 29/08/2018, article 3 - point 7.5	/	Sans objet
Surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 29/08/2013, article 3 - point 7.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockages extérieures, les aires de circulation, de stationnement, de chargement et déchargement, ne sont pas traitées par des dispositifs adaptés, ce que montre les résultats du dernier contrôle semestriel avec en particulier un dépassement de 40 fois la valeur limite des "Matières en suspension (MES)". Un stock de déchets de plâtre est exposé aux intempéries, ce qui peut conduire à une pollution des eaux avec le relargage de sulfates. Par conséquent l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de mettre en demeure la société TTM ENVIRONNEMENT de se conformer aux prescriptions correspondantes de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013, article 3 - point 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavages de véhicules...). Tout rejet d'effluent liquide, non prévu au présent chapitre ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.</p> <p>Seules les eaux pluviales et les eaux de lavage peuvent être rejetées au milieu naturel, la Moselle.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockages extérieures, les aires de circulation, de stationnement, de chargement et déchargement, ne sont pas traitées par des dispositifs adaptés.
Observations : L'exploitant précise que des travaux sont prévus dans le cadre de la modification des installations, pour l'extension des activités, dont la demande d'autorisation environnementale est en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Contrôle rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013, article 3 - point 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] Les rejets d'eaux pluviales et d'eaux de lavage doivent faire l'objet si besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;• Température < 30° C ;• Hydrocarbures totaux < 5 mg/l ;• Matières en suspension < 35 mg/l ;• DCO < 125 mg/l ;• DBO5 < 30 mg/l. Une mesure des paramètres et des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les 6 mois par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. [...]
Constats : Pour les 2 points de rejets des eaux pluviales, dont l'exutoire est la Moselle, les résultats des mesures effectuées sur les prélèvements du 2 décembre 2021 ne respectent pas les valeurs limites "Matières en suspension (MES)" et "DCO", avec en particulier un dépassement de 40 fois la valeur limite MES sur le point de prélèvement n°1 situé à l'Ouest du site. Dans la conclusion du rapport d'analyse l'exploitant précise que "les futurs travaux vont permettre de diminuer les taux sur les paramètres non conformes".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2018, article 3 - point 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013, article 3 - point 7.7
Thème(s) : Autre, eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance semestrielle des eaux souterraines, en période de hautes et de basses eaux, dans les 5 piézomètres présents sur ou à proximité de son site désignés ci-après. Le niveau piézométrique de la nappe est relevé. [...] Les résultats des mesures, commentés et comparés aux valeurs guide de référence en vigueur, sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant l'exécution des prélèvements d'eaux souterraines.
Constats : Sans observation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013, article 4 - point 9.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...). [...]
Constats : Les déchets de plâtre, en partie stockés en vrac sur une aire étanche à proximité de l'entrée du site sont exposés aux intempéries. Le déchet de plâtre est un déchet minéral non inerte qui peut réagir et former du gaz sulfurique soluble dans l'eau. La solubilité du plâtre dans l'eau peut entraîner donc la pollution des eaux de surface avec le relargage de sulfates.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription